**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

5EME Réunion de 2014

Séance du 17 novembre 2014

CG20141117_39
id. 1310

L'an deux mille quatorze le dix sept novembre , les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. J-P. ALBERT, M. E. ASTOUL, M. C. ASTRUC, M. P. AURIENTIS, M. J-M. BAYLET, M. J-P. BESIERS, M. J. CAMBON, M. J. CAPAYROU, M. B. DAGEN, M. J-L. DEPRINCE, M. G. DESCAZEAX, M. G-M. EMPOCIELLO, M. F. GARRIGUES, M. R. GARRIGUES, M. J. GONZALEZ, M. P. GUILLAMAT, M. G. HEBRAL, M. A. LACOMBE, M. J. LAVABRE, M. M. MARTY, M. P. MARTY, M. R. MASSIP, M. C. MOUCHARD, M. J-P. QUEREILHAC, M. J-P. RAYNAL, M. D. ROGER, M. J. ROSET, Mme D. SARDEING-RODRIGUEZ, M. J. TABARLY, M. L. VIGUIE

**SCHÉMA DES MOBILITÉS
POLITIQUE EN FAVEUR DU COVOITURAGE**

Dans la continuité du **schéma des mobilités**, nous avons approuvé lors de l'assemblée départementale du 21 Février 2013, la mise en place d'une **nouvelle politique en faveur de la pratique du covoiturage**.

Je vous rappelle que cette politique s'appuie :

- d'une part sur le **développement d'un réseau d'aires de covoiturage** sur tout le territoire Tarn-et-Garonnais,
- et d'autre part sur l'**accompagnement de cette pratique** à travers la création d'un site Internet dédié à la mise en relation des « covoitureurs ».

Je vous propose aujourd'hui de prendre connaissance de l'avancement de ces deux actions.

I – DEVELOPPEMENT D'UN RESEAU D'AIRES DE COVOITURAGE :

L'enquête réalisée de décembre 2012 à Janvier 2013, par la direction de la voirie et de l'aménagement en lien avec l'Agence de développement économique de Tarn-et-Garonne (ADE 82) a permis d'identifier les lieux du département où la pratique du covoiturage se développe.

Cette enquête a notamment montré la nécessité d'aménager des aires de covoiturage à proximité des **péages autoroutiers** dont les zones de stationnement sont souvent saturées ce qui génère un phénomène de « parking sauvage » et, de fait, un risque pour la sécurité des usagers de la route.

Dans ce contexte, VINCI-ASF, la société exploitant les concessions autoroutières sur notre département, a été sollicitée pour mettre à l'étude la création de nouvelles aires de stationnement dédiées au covoiturage aux abords des entrées d'autoroute.

Sur les cinq péages existants en Tarn-et-Garonne, **VINCI-ASF a proposé de financer à hauteur de 50% la construction d'aires de covoiturage** à Castelsarrasin-Moissac et à Valence d'Agen. En effet, ces deux échangeurs autoroutiers ont été identifiés comme devant être traités prioritairement au vu des enjeux de sécurité.

Lors de la DM1 de 2014, je vous avais proposé d'avancer dans ce sens et vous m'avez autorisé à saisir la société VINCI-ASF pour qu'elle engage les études techniques de faisabilité de ces deux aires.

Depuis, deux réunions de travail pilotées par l'ADE82 ont eu lieu les 20 juin et 14 octobre 2014. Elles ont permis d'échanger sur ces deux projets en présence de VINCI-ASF, des intercommunalités concernées et de la direction de la voirie et de l'aménagement.

Suite à ces rencontres, nous disposons d'informations précises sur les principes généraux de fonctionnement que nous propose le concessionnaire autoroutier, mais aussi les choix techniques opérés pour la réalisation de ces deux aires.

A - Principes généraux de fonctionnement de la convention avec VINCI-ASF

Concernant le fonctionnement de ces aires, il s'établira comme suit :

- **VINCI-ASF assure la maîtrise d'ouvrage** des opérations depuis le

lancement des procédures de marchés jusqu'à l'exploitation du site,

- La répartition financière des investissements est établie selon le principe suivant : **50 % supportés par VINCI-ASF, 25 % supportés par le conseil général, 25 % supportés par les intercommunalités concernées,**

- La participation des collectivités locales est calculée en fonction du résultat des appels d'offres de travaux,

- Les aires de covoiturage sont exploitées et entretenues par VINCI-ASF selon les modalités fixées par convention (Cf. projet de convention en annexe 3),

- Les 24 premières heures de stationnement seront gratuites, les suivantes seront payantes afin d'encourager la rotation des véhicules,

- Lors de la réalisation des travaux, il est prévu de poser des fourreaux afin d'anticiper la mise en place de **bornes de rechargement de voitures électriques,**

- Les éventuelles recettes générées par ces parkings seront encaissées par VINCI-ASF et serviront à financer l'entretien et la surveillance des aires de covoiturage.

B – Choix techniques pour réaliser les deux aires de covoiturages :

1 – Aire de covoiturage du péage de Castelsarrasin- Moissac :

VINCI-ASF nous propose de créer cette aire sur un terrain situé sur le domaine public autoroutier qui longe le péage face à la zone d'activités de MARCHES.

A la demande de la Mairie de Castelsarrasin, l'accès à cette zone a été organisé de façon à se raccorder au plus près du rond point qui dessert le péage.

L'objectif est d'offrir aux automobilistes un accès simple et facilement compréhensible en conduisant.

Dimensionné pour pouvoir accueillir **52 véhicules** (avec une extension possible de 20 places) , le coût de ce parking de covoiturage est estimé par VINCI-ASF à **430 000 € H.T.**

Compte-tenu de la répartition financière évoquée ci-dessus (Vinci ASF : 50%, CG82 : 25% et EPCI : 25%) cette aire représentera pour le Conseil Général un engagement financier de l'ordre de 107 500 € H.T. soit **129 000 € T.T.C.**

Je vous précise que ce montant sera ajusté après lancement de l'appel d'offres en fonction du montant définitif du marché.

2 – Aire de covoiturage du péage de Valence d'Agen :

Cette aire serait aménagée sur un terrain appartenant au domaine public autoroutier situé à proximité immédiate du péage. Le projet prévoit la création de **56 places**.

Je vous précise que, le terrain étant situé en contre-bas du péage, il est prévu de réaliser des remblaiements afin d'éviter que le différentiel de niveau entre le péage et l'aire de covoiturage n'excède pas plus d'un mètre de dénivelé.

VINCI-ASF a estimé le coût de cette aire de covoiturage à **800 000 € H.T.**

Compte-tenu des clefs de répartitions financières évoquées ci-dessus, le conseil général de Tarn-et-Garonne et la communauté de communes des Deux Rives financeraient à hauteur de 25 % chacun soit environ 200 000 € H.T. (**240 000 € T.T.C**).

Là encore, ces montants sont des estimatifs dans l'attente de la conclusion des appels d'offres. Il appartiendra ensuite au conseil général de sécuriser l'accès à la RD 953 par la création d'un giratoire.

C – Modalités de conventionnement avec VINCI-ASF :

Afin de lancer la réalisation de ces aires de covoiturage, qui réponde à un besoin avéré des populations, VINCI-ASF nous propose de signer une convention dont le modèle est présenté.

Cette convention décrit les conditions dans lesquelles le conseil général pourra intervenir aux côtés des intercommunalités et de Vinci-ASF.

Je vous propose dès aujourd'hui, d'en approuver le contenu en vous précisant que ce modèle servira de base aux deux conventions que nous aurons à signer : l'une avec la communauté de communes des Deux Rives et l'autre avec la communauté de communes de Castelsarrasin-Moissac.

Les crédits correspondants à ces opérations vous seront proposés à l'occasion de prochaines sessions de l'assemblée. Par ailleurs, le moment venu les deux conventions seront présentées pour délibération à la commission permanente.

Enfin, je vous précise qu'un **projet d'aménagement d'une aire de covoiturage est en préparation sur la communauté de communes du Terroir Grisolles Villebrumier.**

Une première réunion technique a eu lieu le 28 février 2014 en présence de la direction de la voirie et de l'aménagement et de l'A.D.E.82. Depuis cette date, l'emplacement de l'aire a été validé sur des terrains situés dans le périmètre de Grand Sud Logistique.

Cette aire permettra de créer 50 places de stationnement dédiés aux covoitureurs. La communauté de communes qui porte ce projet, pourra solliciter l'intervention du conseil général dans le cadre de sa politique d'aide à l'aménagement des aires de covoiturage approuvée lors du BP 2013 (30% d'une dépense subventionnable plafonnée à 100 000 €).

II – SITE INTERNET DÉPARTEMENTAL DE COVOITURAGE :

Conformément à ce qui avait été décidé lors de la DM1 de 2014, le conseil général a ouvert fin août 2014, le site Internet départemental dédié au covoiturage pour lequel nous avons adopté 15 000 € de crédits.

Ce site accessible à l'adresse **<http://covoiturage.ledepartement.fr>** est désormais entièrement fonctionnel.

Je précise qu'outre les annonces de covoiturage, notre site départemental offre aux visiteurs :

- un outil permettant de calculer des indemnités liées au covoiturage,
- un guide pratique incluant des conseils, des bonnes pratiques en matière de covoiturage,
- une rubrique destinée à répondre aux interrogations fréquentes posées par les automobilistes (ex : dois-je prendre un assurance spécifique ? Que faire en cas d'accident ? etc...).

Notre site offre la possibilité aux intercommunalités et aux entreprises, de se créer leur propre espace de covoiturage et ainsi d'alimenter la communauté des covoitureurs Tarn-et-Garonnais. Ce dispositif est en cours de déploiement avec les entreprises implantées sur la zone Grand Sud Logistique qui souhaitent inciter leurs employés à covoiturer pour leur déplacement domicile-travail au quotidien.

Dans cet esprit, un espace dédié aux personnels départementaux a également été créé afin d'accompagner le développement du covoiturage au sein de nos services.

Pour finir, je vous rappelle que le lancement de ce site s'est accompagné d' une campagne de communication à destination du grand public incluant :

- une campagne d'affichage sur panneau 4x3 et panneau de type « sucette »,
- la réalisation de supports promotionnels format carte postale,
- la diffusion auprès de toutes les mairies et les intercommunalités de « kits » incluant des affiches, des dépliants explicatifs ainsi que des cartes postales informatives.

Je ne manquerai pas de vous faire part des premières statistiques de fréquentation de ce site lorsque celles-ci seront disponibles.

III – BORNES DE RECHARGEMENT POUR VEHICULES ELECTRIQUES SUR LES AIRES DE COVOITURAGE

Dans le cadre de ce rapport dédié au covoiturage, je tiens à vous informer du projet que porte actuellement le syndicat départemental d'énergie de Tarn-et-Garonne.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du programme des investissements d'avenir et du programme « véhicule du futur » animé par l'ADEME, vise à déployer sur le territoire départemental des **infrastructures de recharge pour véhicule électrique**.

En Tarn-et-Garonne, quelques établissements privés (concessionnaires automobiles, grandes surfaces généralistes et alimentaires) ont déjà aménagé des bornes de recharge gratuite. L'intérêt d'un déploiement « départementalisé » est avéré, et c'est pour cela que le SDE s'est saisi de ce dossier. Cette démarche devrait permettre :

- de renforcer la confiance des utilisateurs, en évitant la peur de la panne « sèche »,
- d'assurer la continuité territoriale, en sécurisant les trajets interdépartementaux, supérieurs à l'autonomie des véhicules,
- d'éviter les « zones blanches », qui n'intéressent pas l'initiative privée car peu lucratives,
- d'assurer une interopérabilité des bornes, en homogénéisant les matériels et les moyens de paiement.

Sur la base d'un maillage territorial d'une distance d'environ 20 kms entre chaque borne, le déploiement pourrait porter sur l'installation de 50 bornes de recharge normale-accélérée (de 3 à 22 Kva), soit 100 points de recharge (2 prises par borne).

L'éligibilité au financement de l'ADEME supposant 1 point de charge pour 3 000 habitants, soit 84 points pour le Tarn-et-Garonne, les conditions seraient satisfaites avec un tel schéma.

Une cartographie du projet porté par le SDE82 qu'il conviendra faire de converger avec la carte des aires de covoiturations validée lors du BP 2013 est présentée.

Afin de permettre l'installation de bornes de rechargement pour véhicules électriques sur le réseau d'aires de covoiturage aménagées sur le territoire départemental, je vous propose aujourd'hui **d'inclure le financement de ces bornes de recharge dans notre politique d'aide à l'aménagement des aires de covoiturage**.

Pour ce faire, il convient d'élargir l'assiette des dépenses éligibles à cette dernière en y incluant la nature des investissements liés à l'installation de ces bornes dans le mode de calcul de la subvention départementale sans pour autant modifier le barème de 30% d'une dépense subventionnable plafonnée à 100 000 €.

Ainsi, cette politique qui nous permet de subventionner les travaux relatifs à la création d'aires de covoiturage, pourra aussi être mobilisée lorsqu'il s'agira d'installer sur une aire de covoiturage, les bornes de recharge déployées par le syndicat départemental d'énergie.

Dans la continuité de ce rapport, je vous propose de bien vouloir délibérer.

□

□

□

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération de l'Assemblée du 21 février 2013 approuvant la mise en place d'une nouvelle politique en faveur de la pratique du covoiturage,

Vu l'avis de la commission économie, emploi, promotion et vœux,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

- Prend acte de l'état d'avancement tel que présenté des deux aires de covoiturage des péages de Valence d'Agen et de Castelsarrasin-Moissac, et de celle de la Communauté de Communes du Terroir de Grisolles Villebrumier ;
- Approuve à cet effet le contenu de la convention de partenariat avec la société VINCI-ASF et donne délégation à la commission permanente pour statuer, le moment venu sur ces conventions ;
- Précise que les crédits correspondants seront proposés lors de prochaines réunions de l'Assemblée ;
- Prend acte du lancement du site Internet départemental de covoiturage accessible à l'adresse <http://covoiturage.ledepartement.fr> ;

- Décide d'inclure la nature des dépenses liées aux bornes de rechargement dans l'assiette des dépenses éligibles de la politique du Conseil Général d'aide en faveur des aires de covoiturage ;
- Prend acte que la mission confiée à l'A.D.E.82 sur le Schéma des Mobilités est aujourd'hui terminée.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET